I.R.C.E.
Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe
Le Think Tank des dynamiques européennes

Paris, le 16 janvier 2024

M. Thierry BRETON
Commissaire de la Commission européenne
Chargé du marché intérieur
Par email

Monsieur le Commissaire

Comme vous le savez par nos échanges, l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe (I.R.C.E), organisme associatif indépendant, apolitique et généraliste, inscrit au registre de transparence des Institutions, est un laboratoire d'idées (Think Tank) et un organisme opérationnel (Do Tank) œuvrant à la fois sur les politiques publiques et sur les écosystèmes à travers de nombreux sujets de gouvernance et de thématiques particulières par des publications, des études, des formations, des événements, des idées et des projets généralement reconnus innovants.

En plus d'être en relation avec les institutions, ministère, ambassades, parlementaires et de nombreux écosystèmes tels qu'industriels, économiques, financiers, juridiques, une de nos forces est d'instruire à charge et à décharge faisant ressortir des réalités nécessaires, mais aussi de décloisonner les sujets pour y détecter les mêmes objectifs et recherches de solution dans une recherche d'efficacité, de gain de temps et d'argent avec des outils et méthodes éprouvées.

Votre rôle de commissaire au marché intérieur, composante exclusive de l'Union, avec une feuille de route traitant aussi bien des PME, start-up, concurrence, stratégie, transition verte, technologies de défense, de communication, de calcul, de numérique, de cyber sécurité et spatiale ainsi et surtout d'industrie de défense et sécurité, est très importante et mériterait donc une place de Vice Président, sauf à considérer que ces sujets ne sont finalement pas prioritaires ou sont trop sensibles.

Vous avez récemment lancé une consultation « courte, rapide mais importante » dont la restitution devrait être faire fin février prochain mais dans des délais toujours trop brefs comme si tout était déjà écrit par tous ceux qui ne cherchent à faire en sorte que cela se passe bien sans afficher les vraies réalités.

En tant qu'économiste, par retour d'expérience au sein des forces, de la DGA, de l'industrie, du conseil et avec consultation de membres également qualifiés au sein ou sympathisants de notre association, je me permets de répondre point par point, sous forme de dossier plus que de lettre ou de fiche, et bien loin d'être exhaustif, à certains passages de votre discours lors de la 3e conférence européenne de défense et de sécurité où nous n'avons pu assister avec regrets, et où vous avez pu faire un large tour d'horizon des mesures engagées et discutées entre les institutions et les Etats-membres au profit notamment de l'industrie de défense. Je

répondrai également à votre discours de déclaration de décembre sur l'EDIP, où j'étais présent, devant hélas uniquement quelques députés européen à Strasbourg, certes sans vote à l'issue. Je reprendrai enfin votre proposition lors d'un séminaire récent organisé par le groupe Reniew au Parlement européen et du dernier forum sur la cybersécurité de Lille.

Vous parlez d'un retour de conflit de haute intensité, sans doute donc avec ses impacts pour l'industrie. Un combat même court peut être de haute intensité. Mais certes il le devient à moyen et long terme quand il implique un changement de méthodes et de fonctionnement jusque dans l'économie. La guerre en Ukraine entre deux Etats s'est heureusement ralentie pour l'instant sur le terrain grâce à la résistance héroïque des forces ukrainiennes aidées matériellement par d'autres nations bienveillante. Mais désormais il s'agit donc de maintenir nos équipements de sécurisation tout en soutenant un effort de guerre extérieur.

Vous parlez de changement de paradigme composé de représentations admises pour aborder un sujet. Mais s'agit-il d'un changement ou plutôt de l'éveil d'un cycle, voire d'un volcan en sommeil, au même titre que le mur de Fukushima n'avait pas été construit assez haut, manquant les super-tsunamis de plus de 1000 ans. Un des paradigmes viendraient que les démocraties ne se font pas ou plus la guerre, sauf quand elles retournent à une certaine forme d'autocratie. Nous ne devons pas oublier la guerre de sécession étasunienne dont nous ne retenons que la politique antiségrégationniste mais qui a aussi d'autres origines. Nous proposons une académie européenne de défense et de sécurité élargie du style de l'IHEDN en France, incluant de façon globale les aspects économiques, civils et industriels, dans le même principe qu'à été proposée, par son ancien directeur en France, une école de guerre européenne avec des termes de fonctionnement proches des formations du Service Extérieur. Les changements de paradigmes peuvent être également industriels où les modèles établis peuvent aussi être modifiés au fil des événements que ce soit dans les objectifs, les technologies ou les acteurs agissant seuls ou en partenariats, que ce soit des coopérations, des collaborations ou des alliances.

Vous évoquez une préparation à la défense, gage fort de notre sécurité collective, voire intérieure que vous auriez pu rajouter et évoquez de proposer – ensemble - une nouvelle « stratégie européenne pour l'industrie de défense » claire pour changer la donne avec des effets rapides, mais aussi pour renforcer structurellement notre résilience, sur le long terme avec des Européens plus affirmés, plus réactifs, plus agiles et moins dépendant de nos alliés, comme l'a récemment déclaré le président tchèque, avec une base industrielle européenne de défense adaptée à ces nouvelles réalités. Reste à savoir de quelle défense parle-t-on, avec quelles structures, quels matériels et quels personnels.

Le constat de besoin d'effort de production ne date pas d'hier mais des confits externes auxquels nous avons participé. Mais il est vrai que la guerre n'était plus d'actualité en Europe, oubliant les volcans endormis. Vous abordez des principes militaires sauf si nous avons effectivement des engagements industriels envers l'Ukraine. Vous avancez l'objectif de fabriquer comme la Russie, mais c'est oublier les réalités raisonnables de la présence étasunienne en Europe, que quasiment tous les pays réclament en dehors de la France, et dont il faut savoir aussi profiter. Mais s'ils le font, ce ne sera pas du jour au lendemain et nous auront cette fois la légitimité de mieux réagir dans une vraie économie de guerre avec le choc que vous prévoyez de 100 milliards sur les matériels mais aussi sur les structures.

L'Europe est en effet capable de tout produire. Les industriels le disent mais s'allient dans certains domaines avec des non Européens. Les parlementaires et institutionnels semblent le découvrir et même la France quand nous avons acheté des avions de guet E2C aux Etats-Unis plutôt que développer une coopération franco-suédoise, peut-être désormais à l'étude depuis nos efforts et le réveil français mais également suédois reconnaissant aussi une possible concurrence intelligente. Elle peut le faire sans dépendance externe mais aussi en dépendance interne dans une certaine interdépendance, comme j'y reviendrai plus après et comme voulue dans les programmes de recherche ou de fabrication en coopération pourquoi pas en segmentation, avec répartition des compétences existantes voire à acquérir mais dans un retour industriel ou un juste retour global sur d'autres domaines également intelligents, avec des concessions parfois difficiles à accorder par la France et l'Allemagne.

Un élément extérieur nous fait une nouvelle fois réagir. L'Union européenne doit sans doute réarmer de façon raisonnable et réagir de façon pérenne en regardant aussi les impacts économiques directs et indirects et son poids politique extérieur, non uniquement dans une pseudo économie de guerre pour un conflit spécifique à ses portes et non certain sur son sol. Si la menace est réapparue, le temps où les soviétiques étaient attendus en 72h à Brest est sans doute révolu. Les unités de fabrication peuvent néanmoins être réparties sur le territoire de façon sécurisées intelligente et en solidarité, sans forcément compter sur la formidable et potentielle mise en œuvre de l'économie de guerre étasunienne. Les Etats Unis s'intéressent beaucoup à nos capacités d'économie de guerre. Une des grandes différences entre 1940 et 2024, est que si la Russie attaque l'Europe ailleurs qu'en Ukraine où elle n'avance plus, elle risque de toucher directement des soldats étasuniens et donc de déclencher la réelle économie de guerre outre atlantique conne lors de la dernière guerre mondiale avec notamment une veille stricte sur les profits réalisés. Dans tous les cas, le soutien militaire pour l'Ukraine devrait être géré depuis l'Europe tant que ce pays ne sera pas sécurisé en matière de corruption avérée.

Même en liant défense et industrie de défense, il convient de faire attention aux mots pour certes affirmer une certaine identité capable de fonctionner notamment au sein de l'OTAN mais sans montrer une opposition frontale aux Etats-Unis comme le mentionnait justement Jean Claude Juncker dans le premier document de R&D de défense, préfacée par A Merkel, considérant que la quasi-totalité des pays européen leur font confiance. L'écoute active reste essentielle du moment aussi où chaque partie en joue le jeu. N'oublions pas non plus que certains pays sont liés aux Etats-Unis par leur constitution et qu'un Français et un allemand ne comprennent pas le mot fédéralisme ni ne comprennent les valeurs de l'Europe de la même façon quand il s'agit d'export vers certains pays.

Pour éviter les ambigüités, en matière de recherche et de sorte de politique industrielle, le Fonds Européen de Défense (FED), considéré à sa sortie comme une idée de plus française, aurait sans doute du se voir rajouter les termes « de recherche industrielle et de fabrication ». Cela semble néanmoins être un succès dans son lancement pour rassembler plusieurs pays et industriels comme pour la recherche appliquée Horizon désormais allant bien au-delà de la technologie. Comme pour le civil, et après mains efforts d'optimisation sur les résultats à obtenir, misons sur l'aboutissement des projets avec des utilisateurs finaux et des impacts mesurables pour aboutir à des prototypes et une industrialisation. Mais les efforts doivent aussi se porter sur la recherche fondamentale à faible TRL où là, l'erreur de direction et l'absence de réalisation peut être plus acceptable, avec ensuite une traversée de la vallée de la mort pour ce qu'il restera dans

le coup de tamis, si possible récupéré pour la BITD européenne. L'Agence Européenne de Défense peut avoir un rôle nouveau et cette fois actif. Mais il ne suffit pas d'être actif et de financer à tout va, ce qui est plus de l'action politique que de la stratégie. La recherche et l'innovation doivent aussi utiliser l'Intelligence artificielle et parfois pouvoir avancer à travers une certaine éthique en connaissance de cause pour faire la différence.

S'agissant des productions, vous citez les deux nouveaux instruments inédits EDIRPA de 300 M€ sur l'acquisition conjointe et l'ASAP de 500 M€ pour l'achat de munitions et de missiles ponctionné sur le fonds de la facilité pour la paix, actuellement bloqué par la Hongrie qui affiche un certain soutien sans forcément d'intégration. Mais vous avancez aussi désormais une somme de 100 milliards. Vous avez raison, il s'agit d'un vrai choc nécessaire à une dynamique nouvelle disruptive capable de rompre les situations d'endormissement ou de travail minimum comme avec l'Agence Européenne de Défense sous voire non utilisée. Cette somme doit être répartie avec cohérence entre les dilemmes, vedettes et vaches à lait existants ou à venir en fonction d'une certaine analyse de la valeur de besoin face à la menace, comme avec l'envolée des drones, de la nécessité d'investissement et du besoin opérationnel de façon mesurable, réaliste, réalisable et déterminée dans le temps.

Il convient bien sur de recenser les leviers avec intégration européenne et d'éviter la fragmentation, à la fois du marché et des solutions industrielles, mais il convient surtout d'aller vers une programmation, voire une planification et une coordination pour mieux connaître les chaines industrielles et les intermédiaires de management comme l'OCCAR, agence internationale au management fort, dont vous ne parlez pas alors qu'elle est mentionnée dans les programmes spatiaux.

Il faut bien sûr travailler sur le cadre réglementaire, attendu notamment par les industriels, mais sans uniquement leur demander de mettre la virgule tout en les sensibilisant à des devoirs et respect des décisions autant que des droits notamment dans le cadre export.

Vous demandez une réactivité pour une réponse plus structurelle donc a priori durable dans le temps, certes plus facile dans le civil qui fait la guerre et doit s'adapter tous les jours même avec des matériels lourds, avec des contrats à long terme pour les matériels neufs, avec une sécurité et une capacité de production et d'approvisionnements intégrées

Vous affichez donc une nouvelle ambition avec de nouveaux moyens pour une économie de défense en équilibre entre les nations et sans suggérer clairement la possibilité d'intégrer les productions outre atlantique du moment qu'elles répondent aux normes et usages européens comme cela semble ne pas déranger la grande majorité des pays en dehors de la France qui pourtant achète aussi à l'étranger et qui considère que souveraineté signifie plutôt made in France, voire Europe.

Vous devriez davantage aborder les nouveaux outils de financement en sollicitant la BEI qui n'est pas qu'une banque verte et son FEI, avec utilisation de la titrisation, comme cela devrait d'ailleurs être fait pour isoler la dette globale de l'UE et de ses Etats-membres pour le soutien de la guerre en Ukraine et de sa reconstruction même avec une économie qui fonctionne néanmoins sans être détruite, et comme cela devrait être institué pour la dette Covid. Mais cela implique aussi de savoir surtout *penser autrement pour agir autrement* et savoir acheter à plusieurs pour

baisser les coûts de production avec augmentation de commandes par engagement d'achat et implication des ministères de tutelle. Et pourquoi ne pas relancer certains grands contrats de défense purement commerciaux comme pour l'A400M plutôt que long terme et paiements dès la phase amont.

Pensons également autrement « European by design » dès la phase de conception, avant de cristalliser les besoins nationaux, réduisant d'une part le nombre de certaines spécifications de besoin opérationnel, tout en reconnaissant d'autres par une approche de segmentation alimentées par les savoirs, savoir faire et savoir être, comme quand César, Charlemagne ou Napoléon assemblaient leurs armées.

Le couple ou plutôt le moteur franco-allemand, avec ses parties complémentaires chaudes et froides et leurs effets sous-jacents, à bien comprendre avant tout accord, est un axe essentiel mais non obligatoire car d'autres moteurs ou fabricants de moteurs principaux et auxiliaires existent. En Europe, dans beaucoup de domaine, nous trouvons la France, l'Allemagne et les autres, souvent avec les Allemands qui savent mieux trouver les compromis. L'important est de s'assurer que les imbrications peuvent se faire notamment avec une base commune si possible la plus large mais en acceptant les spécificités potentielles, voire pour les laisser se développer au profit de la communauté. Chacun peut organiser ses fabrications et partenariats mais dans une logique générale, comme en matière de gouvernance où par exemple le Benelux ou V4 représentent des laboratoires tant qu'ils restent dans une membrane globale.

Mais peut-on se poser la question de la politique générale de l'UE, incluant les quatre piliers indissociables de la stratégie, de la structure, de l'identité et de la prise de décision et qui peut changer au fil des événements internes et externes, sans uniquement miser sur la roue à cliquet. Par ailleurs, si l'on regarde les coopérations gérées par OCCAR, la France entretient plus de programmes avec l'Italie qu'avec l'Allemagne. Un décloisonnement au niveau de la Commission est surtout essentiel entre les directions générales et les agences pour optimiser les analyses et les actions.

La situation a bien évolué depuis les années 90 où la Commission n'était pas aussi présente dans l'armement lors des premières coopérations entre nations, voire était marchandeuse de droit de regard en contreparties d'autorisations accordées alors qu'elle veut se montrer désormais menante en jonglant, comme pour la santé et les mesures Covid, entre les notions de défense et d'industrie qui n'ont pas toutes les deux la même place dans les textes. Même si la défense reste encore guidée par de choix politiques de par la construction particulière de la gouvernance fédérale mettant dans le chapeau d'autres domaines que la défense et les relations internationales, il serait intéressant de profiter de la crise pour demander officiellement une délégation momentanée de gestion au niveau fédéral, où les Etats verraient bien le cout représenté, sans vouloir peut être ensuite le récupérer, comme en Suisse à la sortie de la crise Covid.

Vous parlez de montée des tensions géopolitiques dans le monde avec changement de paradigme sécuritaire en Europe dont il faut tirer toutes les conséquences. La nouvelle Commission de l'UE se devait être géopolitique mais qu'en est-il advenu ? Une des définitions de la géopolitique (du grec γη « terre » et πολιτική « politique ») pourrait être l'interdépendance entre le positionnement géographique d'un Etat, de son groupe d'appartenance, de ses voisins, de

son continent et prochainement de l'espace avec ses conséquences économiques, industrielles, climatiques, relationnelles, politiques, militaires, environnementales, sociales, humaines ... avec des réalités sont différentes si l'on possède de l'eau, du pétrole, des terres riches ou pauvres, des sources d'énergie, un accès ou non à la mer, si l'on est plutôt peuple des plaines ou des montagnes, si l'on possède un ou 10 voisins, si ce ou ces derniers sont de petits ou de grands pays. Nous traitons aussi de géopolitique commerciale, géopolitique des normes véritables armes commerciales, de géopolitique de la monnaie qui n'en ait pas moins pour assurer certains approvisionnements à de bonnes conditions ou certaines ventes.

Vous militez pour une intelligence économique agressive. Elle est une composante de la géopolitique. La Chine se permet de faire son marché eu Europe. Nous devons à la fois comprendre leurs logiques et leurs cibles pour mieux nous connaitre nous même et agir de façon intelligente et d'autre part engager des actions de prise de contrôle plus que de protection. Cela nous rappelle la ligne Maginot de la RGPD, certes efficace, quand les autres attendent d'aller de l'avant. La dynamique commerciale devrait pouvoir montrer l'exemple et présenter en même temps des produits différents aux clients exports, dans une logique de concurrence intelligente, comme nous n'avons notamment pas su le faire au niveau français qui peut aussi bénéficier de la dynamique européenne comme pour les règles export où la France et ses industriels font apparemment cavaliers seuls, à tord ou de façon justifiée sur certains sujets. J'y reviendrai aussi plus après dans le sujet des offsets industriels.

S'agissant de vos 4 initiatives affichées de doctrine européenne de défense concernant les infrastructures sur la cyberdéfense, l'espace & défense, la mobilité maritime militaire et même si cela semble être un détail, je vous répondrai une fois de plus qu'il faut être clair avec les mots et qu'il conviendrait de rajouter « infrastructures » dans le titre pour éviter de parler en même temps de possibles financements de fonctionnement bien que la possession technologique fait désormais davantage la différence. Ces initiatives sont tout à fait louables et nécessaires comme le cyber-bouclier, le spatial où nous savons tout faire avec Galileo, Copernicus et bien sûr, la nouvelle constellation sur la connectivité sécurisée IRIS2 qui ouvre néanmoins apparemment la porte à d'autres provenances, ainsi que la capacité européenne de détection et d'identification des menaces. Pour terminer sur le cyber, où l'on doit s'assurer d'un socle commun et de spécificités comme j'ay reviendrai plus après, peut-être portez vous un trop grand regard sur le soft en négligeant les infrastructures qui sont aussi, voire surtout, des sources de risques comme certains industriels, et donc de clients et de consommateurs, l'ont vécu.

Une attention encore accrue devrait davantage être faite sur les GAFAM plutôt occidentaux et autres BATX plutôt reliés aux BRICS+, désormais plus puissants que certains états, qui peuvent éteindre ou contrôler les communications ou la logistique, qui peuvent demain s'allier et créer des armes après avoir créé des voitures et des fusées et pourquoi pas dans des zones de vide juridique internationales. Autant les accueillir et en profiter avec contrôle et sous contrats étatiques si possibles sécurisants et en surveillant aussi les prises de participations.

S'agissant du maritime peut être devriez vous parler de « protection des côtes » en plus des fonds marins de plus en plus stratégiques avec valorisation des ultramarins généralement français, sans oublier le câblage qui va bien au-delà, mais également les autres grands tuyaux. Les programmes pour Frontex peuvent quant à eux bénéficier de matériels existants tout en notant bien que les matériels conçus pour les mers du Nord et du Sud ne correspondent pas

forcément. Quant au domaine aérien, l'approche de bouclier, possiblement compatible et complémentaire avec une protection nucléaire, est intéressante ne serait-ce pour les efforts financiers répartis et peut même protéger les infrastructures étasuniennes qui peuvent aussi financer cet effort sans droit de regard ni de véto.

La question des champions doit être identifiée, tout comme les risques et avantages de disposer d'entreprises uniquement orientées vers la défense ou oeuvrant entre les marchés civils et militaires. Certains disent que l'Europe a créé Airbus mais certains disent l'inverse. Il s'agit pourtant d'un champion, certes dans le secteur civil, dont les seuls concurrents sont extra européens. Pourquoi donc s'opposer ou ne pas faciliter à la création de champions dans d'autres domaines comme la défense, à taille critique et équivalente de leur concurrents par exemple étasuniens et bientôt chinois sans oublier les capacités dormantes au Japon, sauf bien sur à penser qu'une certaine influence l'empêcherait ou car il semble toujours possible de réaliser des partenariats, encore une fois avec coopérations, collaborations ou alliances. Mais c'est oublier, sauf à changer de paradigme pour reprendre votre expression, que les programmes en coopérations coutent toujours généralement plus chers unitairement même avec plus de clients sécurisés, comme dit précédemment, sous prétexte d'aspects sécuritaires et de garantie de défense. Les Etats-Unis ont récemment découvert les surcoûts de la coopération avec le F-35. Le secteur spatial en plein développement avec le space X étasunien et désormais européen sur les lanceurs devrait aussi profiter de changements de vision.

La coopération facilite la cohésion mais un autre choc consisterait à inciter les pays à financer ou acquérir des réalisations monoconstructeur, sans faire de dégâts structurels. Nous l'avons quasiment fait pour l'A400M certes avec Airbus déjà réparti en Europe. Reste ensuite les aspects de maintenance toujours très culturellement délicats et réclamés dans chaque pays. Dans le domaine naval, pourquoi ne pas imaginer la fabrication d'un porte avions financé par un certain nombre de pays, même sans accès à la mer, qui montrerait leur vraie solidarité. Restera à savoir si le pays de tutelle acceptera politiquement de le partager pour des missions qui ne seraient pas les siennes.

Vous n'abordez pas l'armement terrestre et le projet MGCS, sujet sensible où un industriel italien, de compétence plutôt aéronautique, vient d'apparaitre en plus du groupe industriel franco-allemand, judicieusement basé aux Pays-Bas, incité par une mystérieuse douce violence, après un premier grand industriel allemand maitrisant quant à lui les domaines civil et militaire. Sur ce sujet, il convient sans doute de prendre un certain modèle automobile français, en rappelant que chaque marque peut continuer à exister sans empêcher la création de ce champion, unissant dans un premier temps les forces communes des structures absorbées dans ses centres de recherche. Certains diront que l'apparition de nouveaux acteurs peuvent servir à une certaine consolidation. Certains industriels de l'aéronautique ont réagi à ce modèle en réfléchissant pour l'adapter à leur domaine, que vous ne citez pas, comme pour le spatial.

Il convient de faciliter les segmentations et les dépendances dans l'interdépendance pour éviter la trop grande fragmentation des capacités industrielles au-delà de la fragmentation des marchés, mais qui peuvent très bien exister dans chaque nation et chaque région avec des solutions nationales ou externes. Ces choix peuvent être protégés par la reconnaissance d'entreprises jugées stratégiques comme cela est déjà le cas dans certains pays, soutenues par des aides européennes et d'état mais si management et capitaux européens.

Vous parlez peu de l'approche duale civile, militaire ainsi que publique privée afin d'optimiser les avancées technologiques, les financements, les coûts, les protections, les attitudes et le développement.

La politique structurelle de défense que vous souhaitez peut aider à consolider les approches civiles et économiques qui ont disparu en France, avec un lien vers la conscription dont les choix ont été surtout tirés par des prérogatives techniques plus qu'économiques.

Une autre ouverture qui peut être faite vers l'industrie de défense est l'environnement. Les militaires y sont de plus en plus sensibilisés tout en veillant à l'efficacité opérationnelle. Nous avons commencé cette démarche il y a 20 ans à la DGA en remplaçant les dérogations par des bases civiles sauf dérogation comme par exemple pour les moteurs ou les composants EEE.

Comme avancé plus avant, vous ne détaillez pas, sans doute de façon volontaire, les notions de souveraineté ou d'indépendance stratégique montrant bien que les réalités européennes font bien que nous ne pouvons nous fermer aux autres fournisseurs et que ces notions désignent plus une notion de choix décisionnel.

Une autre réglementation est importante : celle des offsets et des contreparties des marchés d'armement. Nous tentons de suivre les directives européennes et de les gommer à l'intérieur avec davantage de partenariats qui incluent les coopérations, les coopérations et les alliances, notamment dans les domaines terrestres et navals. Nous l'avons poussée depuis la France il y a plus de 20 ans avec également des règles allégées à l'achat notamment pour les avions de guet pour porte avions. Les contreparties à l'export, dérogeant totalement aux règles du commerce international, risquent quant à elles de ne pas évoluer. En plus des démarches communes avancées plus haut, nous pouvons en tirer aussi un avantage en créant une certaine bourse d'échanges entre industriels au niveau européen. Ces obligations peuvent aussi être un vecteur de partenariat pour intégrer les marchés et les tissus industriels en incitant toutefois les PME sous-traitantes à trouver des arrangements entre elles et non être remplacées par leurs maitres d'œuvre, sous peine de les voir disparaitre. En ce sens, vous pouvez faciliter les échanges entre industriels et administrations de tutelle pour éviter toute désinstrialisation.

Comme vous le mentionnez, vous financez déjà près de 100 projets impliquant 700 entreprises, dont 40 % sont des PME par exemple sur l'Eurodrone, l'intercepteur de missiles hypersoniques - la corvette multirôle, le système d'alerte précoce antimissile spatial. Mais il conviendrait de mieux communiquer sur la dynamique européenne de Small Business Act, et de réservation de 30% des marchés n'est pas assez connue et que vous avez utilisée notamment pour le programme spatial IRIS avec peut-être un délai de réponse d'intention assez court. La notion de retour industriel sur un projet et de juste retour par approche globale sur d'autres secteurs, voire de retour géographique doit également profiter directement aux PME, sans passer par les groupes, en espérant aussi, sur un autre domaine, que ces dernières puissent avoir une place réservée pour les financements structurels apportés par les pays de l'UE dans d'autres pays. Les PME devraient pouvoir disposer des installations industrielles étatiques non occupées à 100% pour éviter de devoir investir pour des besoins ponctuels.

Vous présentez le programme européen d'investissement de défense (EDIP) comme un pont pour aller vers le prochain budget de l'UE ainsi qu'un cadre réglementaire, une sorte de loi. Elle pourrait donc inclure les dispositions énoncées plus haut. Vous pouvez par ailleurs en effet reprendre ce terme de boussole stratégique mais sur l'industrie de défense ou d'ailleurs sur l'industrie en général. La stratégie d'acquisition peut créer un marché européen désormais non plus fragmenté et non seulement sur les programmes mais aussi sur les fournitures comme sait bien le faire l'agence NSPA d'acquisition et de soutien de l'OTAN dont se servent d'ailleurs de nombreux pays pour leurs besoins propres, voire les services du Commissariat ou des services de soutien.

Vous oubliez peut-être la tâche non noble du soutien et la notion de Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) qui assure une certaine disponibilité et qui représente deux à trois fois le cout d'un matériel sur sa durée de vie jusqu'à sa possible modernisation, sa déconstruction, toute chose également par ailleurs de ses risques élevés de destruction à l'heure d'un vote du Parlement européen sur la fin de l'obsolescence programmée, et qui doit être considérée dès la phase amont des fabrications pour une meilleure gestion mais aussi pour une optimisation des choix d'acquisition voire de normalisation et d'interopérabilité comme quand je ne parvenais pas à brancher un Léopard 2 à mon AMX30. L'harmonisation des calibres est déjà une grande avancée. Pousser au développement de clubs utilisateurs ne peut être aussi qu'un immense vecteur de facilitation d'harmonisation. S'il est concevable de maintenir une BITD européenne fiable avec certains profits sauf en temps de guerre, il est temps d'insister désormais sur la face cachée du MCO, sur le décloisonnement temps de paix et temps de guerre, qui montre un taux qui n'est souvent pas la réalité car caché par les flux privilégiés d'approvisionnements.

À la suite de certaines expériences éprouvées, j'insisterai sur certains éléments que nous ont enseignés les Britanniques lors des approches comparatives européennes pour la réforme de la maintenance aéronautique, à savoir le travail à coûts objectifs, livre ouvert, bonus et malus ainsi que le partage des risques, que nous avons appliqués avec plus ou moins de succès mais qui restent mesurables, réalistes et réalisables à travers le filtre des réalités.

Les industriels demandent aussi beaucoup à l'administration pour l'aide à l'export mais sans forcément admettre que l'on puisse stopper ce processus si le client s'avère dangereux ou suspicieux, même si l'Etat y entretient une place importante. Il convient d'avancer avec ces derniers sur les accords d'exportation entre Européens, « unis dans la diversité », à travers certes des considérations souvent constitutionnelles. Quant au Buy European Act, inaudible en dehors de France, que certains veulent également pousser dans l'énergie, il convient pour autant de conserver ce principe mais avec un caractère raisonné pour nous reposer plusieurs fois la question de savoir si l'achat extérieur est guidé par une absence interne, un prix trop élevé ou de la géopolitique, comme nous le voyons aussi dans le domaine des transports et comme nous l'avons avancé dans nos 78 propositions liant la défense à l'industrie de défense.

Votre rôle peut aussi faciliter voire organiser les relations Etat-industrie. Vous pouvez sans doute, au niveau européen initier un modèle de relation état industrie sur la sous-traitance européenne, avec un bonus dans le cas de sous-traitants européens autres que le maître d'œuvre d'origine, pour les délais de paiement et la médiation notamment sur le modèle développé en France. Il semble nécessaire de généraliser le contrôle des coûts de revient comme nous le connaissons en France et qui permet d'inclure des frais de R&D, que nous avons d'ailleurs aussi

proposé de façon décloisonnée à l'industrie du médicament, secteur clé et stratégique. Vous pouvez également valoriser les structures telles que la Délégation Générale pour l'Armement, interface entre les Etats-Majors et l'industrie pour les programmes chargée notamment de veiller à empêcher l'envolée des coûts initiaux, restant ensuite à limiter ceux de la maintenance. Le rôle de l'OCCAR, que vous mentionnez même et heureusement pour les programmes spatiaux est important ainsi que tout retour d'expérience qui pourra être mené au sein de l'OTAN, vecteur d'intégration européenne où l'équipe d'Europe peut se parler en détachement et où nous avons réussi à la faire dès les années 90 pour l'épine dorsale des radars.

Nous serons bien entendu honorés de vous rencontrer prochainement pour exposer et développer ces points, voire organiser un événement à Paris sur un thème qui pourrait concerner tout ou partie de ces sujets.

Je vous prie de croire, Monsieur le Commissaire, en mon profond respect.

François CHARLES
Président
fcharles@irce-oing.eu